



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Service eau, nature et biodiversité  
Pôle eau

**ARRÊTE PREFECTORAL  
PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A DECLARATION  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT  
RELATIVE A LA STATION D'EPURATION DE MAURON SITUEE AU LIEU-DIT  
« LA PLANCHETTE – VALLEE DU DOUEFF »  
COMMUNE DE MAURON**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Dossier n° : 56-2019-00338

VU l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

VU la directive du Conseil européen du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires et notamment les dispositions de l'article 15.1 de la directive du Conseil européen du 21 mai 1991 et les prescriptions correspondantes (annexe I-D) ;

VU la directive cadre sur l'eau 2000/60 du 23 octobre 2000 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 et suivants, les articles R.214-1 et suivants ainsi que les articles R.211-25 à R.211-47 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 28 novembre 2019 nommant M. Mathieu ESCAFRE, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Vilaine approuvé le 2 juillet 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Mathieu ESCAFRE, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du 9 janvier 2020 portant subdélégation de signature aux agents de la DDTM ;

VU la déclaration présentée par Monsieur le maire de la commune de Mauron relative au renouvellement de l'arrêté préfectoral de rejet concernant la station de traitement des eaux usées située au lieu-dit « La Planchette – Vallée du Doueff » sur la commune de Mauron, au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, reçue le 04/10/2019 et enregistrée sous le n° 56-2019-00338 ;

VU les pièces régulières et complètes présentées à l'appui du projet et notamment les éléments demandés à l'article R.214-32-III du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'unité Nature, Forêt, Chasse de la direction départementale des territoires et de la mer reçu le 22 novembre 2019 ;

VU l'avis de l'agence française pour la biodiversité reçu le 12 novembre 2019 ;

VU l'avis de l'agence régionale de Santé reçu le 25 novembre 2019 ;

VU le courrier de demande de complément de la DDTM du Morbihan adressé au pétitionnaire le 3 décembre 2019 ;

VU le courriel de réponse du pétitionnaire reçu le 9 décembre 2019 ;

VU le transfert de la compétence assainissement de la commune de Mauron à Ploërmel Communauté effectif depuis le 01/01/2020 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 11 août 2004 autorisant le système d'assainissement de Mauron sera caduc le 31 décembre 2020 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

## **ARRETE**

### Titre I : OBJET DE L'ARRETE

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA DECLARATION**

Il est donné acte à Monsieur le président de Ploërmel Communauté de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants concernant le renouvellement de l'autorisation de rejet de la station de traitement des eaux usées située au lieu-dit « La Planchette – vallée du Doueff » sur la commune de Mauron.

L'ensemble de ces opérations relève de la **rubrique suivante de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration** en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

Rubrique de la nomenclature	NATURE – VOLUME des ACTIVITÉS	RÉGIME
2.1.1.0	2°- Station d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article	<b>Déclaration</b>

Rubrique de la nomenclature	NATURE – VOLUME des ACTIVITÉS	RÉGIME
	R.2224-6 du code général des collectivités territoriales : supérieure à 12 kg de DBO5 mais inférieure ou égale à 600 kg DBO5	

**La station d'épuration**, d'une capacité nominale de **4 700 EH**, est implantée sur la parcelle n°48 section YK du cadastre de la commune de Mauron.

Des lagunes d'irrigation des eaux usées traitées de la station d'épuration sont localisées sur la parcelle n°101 section YK de Mauron.

La station d'épuration doit pouvoir traiter une charge de pollution journalière de :

#### A. Charges de référence :

paramètres	DBO5 kg/j	DCO kg/j	MES kg/j	NTK kg/j	Pt kg/j
Capacité nominale	282	683	423	60	18

#### B. Débit de référence :

Débit retenu pour le jugement de la conformité.

Le débit de référence est calculé suivant la méthode suivante :

- percentile 95 des débits arrivant en amont immédiat du déversoir en tête de station
- Le percentile 95 est calculé chaque année à partir des données d'autosurveillance des 5 dernières années. Ainsi, le débit de référence utilisé pour l'évaluation de la conformité réglementaire au titre de l'année N est déterminé à partir des données de débit des années N-1 à N-5

#### C. Pluie de référence : pluie mensuelle

lame d'eau : 32,8 mm/j pluie 1 mois

intensité maxi : 11,3 mm/h pluie 1 mois

### Titre II : PRESCRIPTIONS

#### **ARTICLE 2 – CONDITIONS GÉNÉRALES**

##### **2-1 – Conformité du dossier déposé**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément au contenu du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

##### **2-2 – Descriptif de l'installation**

##### **Système de traitement :**

##### **Filière EAU**

Un dégrilleur-dessableur-dégraisseur statique avec stockage des sous-produits

Deux bassins d'aération aérés par des turbines de surface respectivement de 700 m<sup>3</sup> (bassin 1) et de 600 m<sup>3</sup> (bassin 2)

La déphosphatation physico-chimique (injection de chlorure ferrique) par clarification assurée, après une étape de dégazage, par un clarificateur d'une surface de 18 m de diamètre

Les eaux épurées rejoignent soit

- le ruisseau du Doueff
- les lagunes de stockage d'eau traitée (5000 + 15000 m<sup>3</sup>).

## **Filière BOUES**

Déshydratation mécanique des boues liquides sur table d'égouttage

Stockage des boues dans un silo d'un volume de 700 m<sup>3</sup> + 100 m<sup>3</sup>

Valorisation des boues seront valorisées en épandage agricole

## **Systeme de collecte :**

Réseau séparatif d'un linéaire total de 26,5 km

Le réseau est équipé de 5 postes de refoulement

## **2-3- Fonctionnement, exploitation et fiabilité du système d'assainissement**

### **2.3.1 – Fonctionnement**

Les ouvrages et équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

### **2.3.2 – Exploitation**

L'exploitant doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un sinistre éventuel.

L'installation doit être exploitée de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant du système de traitement peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédent le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci ;
- utiliser toute autre disposition alternative mise en œuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau...).

### **2.3.3 – Fiabilité**

Le maître d'ouvrage et son exploitant doivent pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et garantir un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatible avec le présent arrêté.

Des performances acceptables doivent être garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles. À cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents et défauts de matériels recensés et les mesures prises pour y remédier ;
- les procédures à observer par le personnel d'entretien ;
  - un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

## **ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTEME DE COLLECTE**

### **3-1- Conception – réalisation**

Les postes de relèvement doivent être conçus et exploités de façon à empêcher tout déversement vers le milieu naturel au moyen d'un stockage de sécurité d'au minimum 2 heures, sauf impossibilité technique démontrée par

le maître d'ouvrage ou son exploitant dans le cadre de l'étude diagnostique de réseau.

Le maître d'ouvrage s'assure de la bonne qualité d'exécution des tronçons en référence aux règles de l'art et des mesures techniques particulières prises dans les secteurs caractérisés par des enjeux de protection des eaux souterraines ou des contraintes liées à la nature du sous-sol.

Les trop-pleins des postes de refoulement doivent être équipés de détection de passage. Les trop-pleins doivent être comptabilisés.

### **3-2 – Raccordements**

Les réseaux d'eaux pluviales ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

Au vu d'une étude de faisabilité de l'acheminement et de traitement des eaux résiduaires, le maître d'ouvrage peut accepter de traiter des effluents non domestiques autres que ceux prévus dans le dossier initial dans la limite de la capacité nominale de l'installation.

Conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique, une autorisation de raccordement au réseau public est délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau, pour chaque raccordement d'eaux résiduaires non domestiques traitées par l'installation faisant l'objet de la présente autorisation. En complément, il est conseillé d'établir une convention de rejet fixant les flux et les conditions d'admission des effluents non domestiques.

Ces documents sont transmis au service chargé de la police de l'eau.

### **3-3 – Contrôle de la qualité d'exécution**

Les ouvrages de collecte (canalisations et postes nouveaux ou réhabilités) font l'objet d'une procédure de réception réalisée par un opérateur accrédité conformément à l'article 10 de l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé. Le procès-verbal de cette réception est tenu à la disposition du service en charge du contrôle et de l'agence de l'eau par le maître d'ouvrage.

Le plan des ouvrages est établi par le maître d'ouvrage, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté. Ce plan est fourni au service en charge du contrôle.

### **3-4 – Programme de travaux**

Le maître d'ouvrage mettra en œuvre les travaux de renforcement, fiabilisation et réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées de l'agglomération de Mauron., travaux visés par le diagnostic assainissement qui sera réalisé sur la commune de Mauron sur la période 2020-2021.

Les différents travaux effectués chaque année apparaîtront dans le bilan annuel du système d'assainissement de l'agglomération remis à la police de l'eau de la DDTM.

## **ARTICLE 4 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU SYSTEME DE TRAITEMENT**

### **4-1- Conception et fiabilité de la station d'épuration**

Le système de traitement est dimensionné, conçu, construit et exploité de manière telle qu'il puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant à son débit et charges de référence stipulés à l'article 1.

Le système de traitement doit faire l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Les résultats de cette analyse sont transmis au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de réagir dans toutes les situations de fonctionnement de la station.

Un plan des ouvrages est établi par le maître d'ouvrage, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté.

Il comprend notamment :

- les réseaux relatifs aux filières « eau » et « boues » (poste de relevage, regards, vannes) avec indication des recirculations et des retours en tête et la gestion des volumes écrêtés
- l'ensemble des ouvrages et leurs équipements (pompes, turbines...)
- les points de mesure et de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, échantillonneurs, débitmètres...) codifiés en SANDRE (format d'échange des données sur l'eau)

Il est tenu à la disposition du service de police de l'eau, de l'agence de l'eau et des services d'incendie et de secours.

## **4-2- Point de rejet**

Il existe deux points de rejet dans le milieu naturel, ils sont identifiés comme suit :

### **1<sup>er</sup> point de rejet :**

- Milieu récepteur : **ruisseau du Doueff**, (affluent de l'Yvel)
- Masse d'eau : FRGR0601 « L'Yvel et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Doueff »
- coordonnées IGN Lambert L 93 : X : 306 089, Y : 6 787 569

Si la position est susceptible d'être modifiée, la position exacte sera communiquée au service en charge de la police de l'eau.

Le rejet sera aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Il doit permettre une bonne diffusion des effluents traités dans le milieu récepteur.

### **2<sup>e</sup> point de rejet :**

Les lagunes de stockage d'eau traitées (5000 m<sup>3</sup> et 15 000 m<sup>3</sup>) situées sur la commune de Mauron.

Ces lagunes sont situées sur la section YK 101 du cadastre de la commune de Mauron. Cette section présente une surface totale de 35 000 m<sup>2</sup>.

Le maître d'ouvrage s'engage à installer à la sortie de la lagune de stockage un débitmètre afin de mesurer les quantités d'eau traitée prélevées par les agriculteurs conventionnés pour l'irrigation.

## **4-3 – Prescriptions relatives au rejet**

### **4.3.1-Valeurs limites de rejet – obligation de résultats**

En condition normale de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station d'épuration, mesurées à partir d'échantillons moyens journaliers selon des méthodes normalisées sont les suivantes :

### **Hors période d'étiage (du 1<sup>er</sup> novembre au 30 juin)**

PARAMETRES	Concentration maximale (mg/l)		Rendement minimum	FLUX maxi en kg/j	Valeurs réductrices en mg/l
	Moyenne mensuelle	Moyenne sur 24 h			
Demande biochimique en oxygène (DBO5)		15	95%	11	50
Demande chimique en oxygène (DCO)		60	92%	43,98	250
Matières en Suspension (MES)		20	94%	14,66	85
Azote Kjeldahl Ntk	5		90 %	3,66	
Phosphore total (Pt)	1		95 %	0,73	

**En période d'été\* (du 1<sup>er</sup> juillet au 31 octobre)**

PARAMETRES	Concentration maximale (mg/l)		Rendement minimum	FLUX maxi en kg/j	Valeurs réductrices en mg/l
	Moyenne mensuelle	Moyenne sur 24 h			
Demande biochimique en oxygène (DBO5)		15	98%	2,7	50
Demande chimique en oxygène (DCO)		60	98%	11,1	250
Matières en Suspension (MES)		20	98%	3,7	85
Azote Kjeldahl Ntk	5		95%	0,9	
Phosphore total (Pt)	1		95 %	0,2	

(\*) En période d'été (du 1<sup>er</sup> juillet au 31 octobre), le rejet d'effluents traités au milieu récepteur est limité à 185 m3/jour.

#### Valeurs limites complémentaires :

- pH compris entre 6 et 8,5
- Température inférieure ou égale à 25 °C
- Absence de matières surnageantes
- Absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur
- Absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur.

Sont considérées « hors conditions normales d'exploitation » les situations suivantes :

- Fonctionnement de la station d'épuration au-delà de son débit et/ou charges de référence, fixées par l'article 1 ;
- Opérations programmées de maintenance ;
- Circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement.

#### 4.3.2- Conformité du rejet

Le système d'assainissement sera jugé conforme au regard des résultats de l'autosurveillance si les conditions suivantes sont simultanément réunies :

**A) Respect de la fréquence d'autosurveillance** fixée ci-après par l'article 5.2.2 : si le nombre de mesures fixées par paramètre a été réalisé .

**B) Respect des valeurs rédhitoires** fixées par l'article 4.3.1

**C) Pour les paramètres DCO, DBO5 et MES** si les moyennes sur 24 heures respectent les valeurs limites en concentration **ou** en rendement **et** ne dépassent pas les flux fixés par l'article 4.3.1.

Le nombre maximal d'échantillons moyens journaliers non conformes autorisés en fonction du nombre d'échantillons moyens journaliers prélevés dans l'année est défini dans le tableau 8 de l'annexe 3 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

**D) Pour le paramètre azote**, si les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent, en moyenne annuelle, les valeurs limites en concentration **ou** en rendement **et** en flux fixées par l'article 4.3.1.

**E) Pour le paramètre phosphore**, si les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent, en moyenne annuelle, les valeurs limites en concentration **ou** en rendement **et** en flux fixées par l'article 4.3.1.

## **4-4 – Prévention et nuisances**

### **4.4.1 – Dispositions générales**

L'ensemble du site est maintenu propre et les installations entretenues régulièrement. Une surveillance particulière sera assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour du point de rejet.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au minimum équivalent au volume stocké.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

### **4.4.2 – Prévention des odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

### **4.4.3 – Prévention des nuisances sonores**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer un gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions du décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage modifiant le code de la santé publique sont applicables à l'installation.

## **4-5 – Contrôle de l'accès**

Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages ne doivent pas avoir libre accès aux installations. L'ensemble des installations du système de traitement doit être délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public sera clairement signalée.

Les agents des services habilités, notamment ceux de la police de l'eau et de l'Agence Française pour la Biodiversité, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

## **ARTICLE 5 – AUTOSURVEILLANCE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT**

### **5-1 – Autosurveillance du système de collecte**

Le maître d'ouvrage vérifie la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits de curage et de

décantation du réseau.

Tous les postes de relèvement doivent être équipés d'un moyen de télésurveillance avec téléalarme.

Le maître d'ouvrage met en place l'autosurveillance du réseau.

Le trop-plein du poste de refoulement de Brambily est équipé d'un dispositif de comptage des temps de surverse des eaux usées, il devra être également équipé d'un dispositif mesurant les hauteurs de précipitation. Les données doivent être transmises au format Sandre au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau.

Toute modification apportée aux dispositifs d'autosurveillance du système de collecte fait l'objet d'une mise à jour du manuel d'autosurveillance.

Ces éléments sont transmis au service en charge de la police de l'eau.

Le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées. Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement.

## **5-2 – Autosurveillance du système de traitement**

### **5.2.1 – Dispositions générales**

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité doit être enregistré (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues, analyses...). Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles devront être accessibles.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant effectue à sa charge, un contrôle des effluents bruts et des effluents traités par les prélèvements en amont des prétraitements et dans le chenal de comptage de sortie.

Conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015, la station est équipée à cette fin d'un dispositif de mesure et d'enregistrement en continu des débits en entrée et sortie de station et de préleveurs automatiques réfrigérés en entrée et sortie asservis au débit.

L'exploitant conserve au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station. Ce contrôle est réalisé d'une manière périodique.

### **5.2.2 – Fréquences d'autosurveillance**

Le programme d'autosurveillance du système de traitement est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

<b>Aspect quantitatif</b>		
<b>PARAMÈTRES</b>	<b>UNITÉS</b>	<b>MODALITÉS-FRÉQUENCE ENTREES</b>
<b>Volume</b>	m3	365
<b>Analyses des effluents</b>		
<b>PARAMÈTRES</b>	<b>UNITÉS</b>	<b>MODALITÉS-FRÉQUENCE ENTREES-SORTIES-</b>
<b>pH</b>	-	12
<b>Température</b>	°C	12
<b>Matières en Suspension : MES</b>	mg/l et kg/j	12
<b>Demande chimique en oxygène : DCO</b>	mg d'O <sub>2</sub> /l et kgd'O <sub>2</sub> /j	12
<b>Demande biochimique en oxygène : DBO<sub>5</sub></b>	mg d'O <sub>2</sub> /l et kgd'O <sub>2</sub> /j	12
<b>Azote global : NGL</b>	mg/l et kg/j	12
<b>Azote Kjeldhal : NTK</b>	mg/l et kg/j	12
<b>Nitrite : NO<sub>2</sub> *</b>	mg/l et kg/j	12
<b>Nitrate : NO<sub>3</sub> *</b>	mg/l et kg/j	12
<b>Ammonium : NH<sub>4</sub> *</b>	mg/l et kg/j	12
<b>Phosphore total : Pt</b>	mg/l et kg/j	12
<b>Boues produites</b>	TMS	12/an
	siccité	12/an

(\*) Les mesures en entrée des différentes formes de l'azote peuvent être assimilées à la mesure NTK.

### 5.2.3 – Suivi du dispositif d'autosurveillance

Doivent être tenus à disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau :

- un **registre** comportant l'ensemble des informations relatives à l'autosurveillance du rejet
- un **manuel d'autosurveillance** tenu par l'exploitant décrivant de façon précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif. Ce manuel fait mention des références normalisées ou non. Le manuel d'autosurveillance comportera également un synoptique du système de traitement indiquant les points logiques, physiques et réglementaires. Il intègre les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données « SANDRE » : définition des points logiques et réglementaires nécessaires au paramétrage de la station d'épuration.

Ce manuel est validé par le service en charge de la police de l'eau et l'agence de l'eau. Il est régulièrement mis à jour.

Le service chargé de la police de l'eau s'assurera par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place. La vérification annuelle du dispositif d'auto surveillance est à la charge du maître d'ouvrage. Celui-ci fournira les éléments à la police de l'eau et à l'agence de l'eau pour la réalisation de l'expertise technique du dispositif d'autosurveillance du système d'assainissement conformément à l'article 21 de l'arrêté du 21/07/2015.

### 5.2.4 – Surveillance du milieu récepteur

#### 5.2.4.1 Suivi du milieu qualitatif du milieu en aval :

Le maître d'ouvrage effectue une surveillance du milieu naturel, en aval et en amont du rejet de la STEU, sur le ruisseau du Doueff. Ces états seront intégrés aux bilans de fonctionnement du système d'assainissement.

Les analyses porteront sur les paramètres suivants : Ph, T° (température), DBO5, DCO, Nkt, NO2, NO3, NH4+, O2 dissous, Pt et dénombrement d'escherichia coli (E. Coli).

Les points de prélèvements sur le ruisseau du Doueff sont à convenir avec le service de la police de l'eau de la DDTM du Morbihan.

Ces analyses seront réalisées selon une fréquence de 2 campagnes par an, dont 1 en période d'étiage (du 1<sup>er</sup> juillet au 31 octobre). Ces campagnes de prélèvement dans le Doueff se dérouleront sur une durée de 7 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

#### 5.2.4.2 Suivi botanique immédiatement en aval du rejet

Des espèces floristiques protégées au titre de l'article L 411-1 et suivants du code de l'environnement ou inscrites sur les listes rouges nationales et régionales ont été identifiées immédiatement en aval du point de rejet entre 1982 et 2010.

En concertation avec les services de l'Office Français pour la Biodiversité, le maître d'ouvrage réalisera un état initial des espèces floristiques présentes immédiatement en aval du point de rejet de la station dans la zone humide impactée et sur une superficie à convenir avec l'Office Français pour la Biodiversité.

Cet état « zéro » sera réalisé au plus tôt l'année de signature de l'arrêté ou l'année suivante. Il sera complété par des suivis complémentaires en année N+1, N+3 et N+5. Ces états seront intégrés aux bilans de fonctionnement du système d'assainissement.

#### **5.2.5 – Contrôles inopinés**

Les agents mentionnés à l'article L.172.1 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau, auront libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

Le service en charge de la police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoin des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

## **ARTICLE 6 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX SOUS-PRODUITS**

### **6-1 – Dispositions générales**

Le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le maître d'ouvrage est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande du service de la police de l'eau.

### **6-2 – Les boues**

Les boues conditionnées au polymère sont traitées sur table d'égouttage en amont du stockage des boues.

Ces boues sont valorisées en épandage agricole ou évacuées vers une plateforme de compostage..

### **6-3 – Élimination des sous-produits**

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution. Le conditionnement de ces déchets doit être adapté au mode de

collecte en préservant notamment l'hygiène des agents habilités.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service en charge de la police de l'eau.

## **ARTICLE 7 – INFORMATIONS ET TRANSMISSIONS OBLIGATOIRES**

### **7-1– Transmissions préalables**

#### **7.1.1 – Périodes d'entretien**

Le service de police de l'eau doit être informé au moins 1 mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux. Les caractéristiques des déversements (flux, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur devront lui être précisées.

Le service de police de l'eau peut, si nécessaire, demander le report de ces opérations ou prescrire des mesures visant à en réduire les effets.

#### **7.1.2 – Modification des installations**

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **7-2 – Transmissions immédiates**

Les transmissions immédiates se font par téléphone ou courriel auprès du service chargé de la police de l'eau.

#### **7.2.1 – Incident grave – Accident**

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement doit être signalé dans les meilleurs délais au service de la police de l'eau à qui l'exploitant remet rapidement un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

Tout déversement à partir du réseau de collecte, notamment des postes de relèvement, doit être signalé dans les meilleurs délais au service de police de l'eau, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **7.2.2 – Dépassements des valeurs limites fixées par l'arrêté**

Les dépassements des seuils fixés par l'arrêté doivent être signalés dans les meilleurs délais au service de la police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En cas de rejet non conforme susceptible d'avoir un impact sur les usages sensibles à l'aval, le maître d'ouvrage alerte immédiatement le responsable de ces usages.

### **7-3 – Transmissions mensuelles**

Les résultats de l'ensemble des mesures réalisées mensuellement dans le cadre de l'autosurveillance sont communiqués au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans le courant du mois suivant, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats font apparaître les débits, les concentrations et les flux obtenus en entrée et sortie, les rendements qui en découlent et précisent les méthodes d'analyses utilisées. Les résultats sont transmis sous format informatique d'échange de données « SANDRE ».

### **7-4 – Transmissions annuelles**

#### **7.4.1 – Filière « eau »**

**A) le programme annuel d'autosurveillance**, celui-ci consiste en un calendrier prévisionnel de réalisation des mesures. Il est adressé par le maître d'ouvrage avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédant la mise en œuvre de ce programme au service en charge du contrôle pour acceptation et à l'agence de l'eau.

**B) le bilan de fonctionnement du système d'assainissement**, tel que prévu par l'article 20.I.2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Ce bilan synthétise notamment les résultats des données d'autosurveillance telles que définies à l'article 5 et évalue la fiabilité de ces données. Les résultats font apparaître les débits, les concentrations et les flux obtenus en entrée et sortie, les rendements qui en découlent et précisent les méthodes d'analyses utilisées. Il fait apparaître également les données concernant la surveillance du milieu récepteur.

Ce bilan comporte également une synthèse des incidents et accidents et mesures prises pour y remédier, le bilan des raccordements, le bilan de fonctionnement des postes de relèvement et notamment les informations relatives aux quantités d'effluents éventuellement déversés et les actions réalisées sur le réseau en vue d'améliorer l'efficacité de la collecte et réduire les eaux parasites.

Ce bilan dresse enfin la synthèse des quantités de sous-produits générés par le dispositif de traitement et récapitule les conditions d'élimination ou de valorisation.

Ce bilan inclut un rapport justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance mise en place basé notamment sur un calibrage avec un laboratoire agréé et la vérification de l'ensemble des opérations (prélèvement, transport, stockage des échantillons, mesures analytiques et exploitations).

Ce bilan est transmis au service de la police de l'eau et à l'agence de l'eau avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante.

#### **7.4.2 – Filière « boues »**

Les documents suivants sont transmis au service chargé de la police de l'eau :

— la synthèse du registre d'épandage comprenant notamment le bilan agronomique et le programme prévisionnel de la campagne suivante conformément aux prescriptions réglementaires.

## **Titre III : DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 8 – RECOLEMENT**

Le maître d'ouvrage établit :

- un plan de récolement des ouvrages de traitement et du dispositif de rejet ainsi que les descriptifs techniques correspondants dans un délai de 6 mois après toute modification apportée aux ouvrages ;
- une mise à jour tous les 5 ans du schéma général du réseau de collecte ainsi qu'après chaque modification notable.

Ces documents sont transmis au service chargé de la police de l'eau.

## **ARTICLE 9 – MODIFICATION DES INSTALLATIONS**

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires. En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, le préfet peut exiger une nouvelle déclaration.

## **ARTICLE 10 – MISE A JOUR DE L'ETUDE D'ACCEPTABILITE**

Une étude d'acceptabilité actualisée sera transmise au service de police de l'eau dans un délai de 15 ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Cette étude devra intégrer les résultats d'autosurveillance de fonctionnement de l'installation ainsi que les évolutions prévues en termes de raccordement. Cette étude permettra de vérifier le respect des principes mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement et des objectifs de qualité de milieu. En tant que de besoin, le préfet pourra imposer toutes prescriptions spécifiques nécessaires, conformément à l'article L.214-3 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 11 – DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 12 – AUTRES REGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **ARTICLE 13 – SANCTIONS**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles L.216-1 à L.216-13 et de l'article R.216-12 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 14 – PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de Mauron et à la communauté de communes de Ploërmel, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau du SAGE VILAINE pour information.

Cet arrêté sera mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le département du Morbihan durant une durée d'au moins 6 mois.

## **ARTICLE 15 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif. Il peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet,
- par recours hiérarchique auprès du ministère concerné.

Le présent arrêté est également soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application informatique

« Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) en application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des articles 1 et 2 de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, les recours mentionnés, ci-dessus, qui auraient dû être accomplis entre le 12 mars et l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire définie en application de l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 seront réputés avoir été faits à temps s'ils ont été effectués dans un délai de deux mois à compter de la fin de cette période. Concernant le délai de 4 mois à compter de la publication de la présente décision en mairie, le délai de recours contentieux par les tiers courra à partir du début de l'affichage en mairie à la sortie de la période d'urgence.

## ARTICLE 16 – EXECUTION

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan,  
Le maire de la commune de Mauron,  
Le président de la communauté de communes de Ploërmel,  
Le chef du service départemental de l'Office français de la Biodiversité,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A VANNES, le 04 MAI 2020

Pour le directeur départemental des  
territoires et de la mer  
Le chef du Service Eau, Nature et Biodiversité

Jean-François CHAUVET

